

Matt Ridley sur l'énergie

Jeudi 15 décembre 2011 09:40 Matt Ridley, City AM

QUAND est-ce qu'un emploi n'est pas un emploi?

Réponse: quand c'est un emploi vert.

Les emplois dans une industrie qui augmente le prix de l'énergie détruisent effectivement des emplois ailleurs, les emplois dans une industrie qui réduit le coût de l'énergie créent d'autres emplois ailleurs.

Tout l'argumentaire pour les emplois verts est un exemple du sophisme de la fenêtre brisée de Frédéric Bastiat. Le grand économiste français du dix-neuvième siècle a montré que la rupture d'une fenêtre peut fournir du travail aux vitriers, mais elle prend le travail au tailleur car, pour la payer, le propriétaire de la fenêtre reportera la commande d'un nouveau costume.

Vous entendrez les déclarations de Chris Huhne, le secrétaire anti-énergie, et de la brigade verte gloutonne qui dilapide les subventions pour leurs parcs éoliens et solaires, sur le nombre d'emplois qu'ils créent dans les énergies renouvelables. Mais puisque chacun de ces emplois est subventionné par des factures d'électricité plus élevées et des taxes supplémentaires, la création de ces emplois est un coût pour le reste d'entre nous. Le programme anti-carbone et renouvelables non seulement supprime des emplois par la fermeture des aciéries, des alumineries et des centrales électriques, mais empêche la création de nouveaux emplois chez des coiffeurs, des restaurants et des électriciens en augmentant leurs coûts et en prenant l'argent dans la poche de leurs clients.

Nous avons maintenant une estimation, à partir de travaux minutieux d'un nouveau rapport publié par la *Renewable Energy Foundation*, de ce que ces subventions coûteuses deviendront dans quelques années: £ 15 milliards par an, soit 1 pour cent du PIB. Ouah. C'est plus que la croissance de cette année.

Voilà qui contraste avec les nouvelles des États-Unis où, selon un rapport de *IHS Global Insight*, la révolution du gaz de schiste bon marché à plein débit maintenant a créé 148 000 emplois directs dans l'industrie du gaz et a créé au moins 450 000 emplois ailleurs

dans l'économie en rendant l'énergie moins chère. Le rapport indique qu'en 2015, l'impact total du gaz de schiste sera de 870 000 nouveaux emplois.

Le gaz de schiste fournit maintenant plus du quart du gaz américain à partir de zéro il y a cinq ans. Son effet a été spectaculaire. Alors que le prix du gaz a fortement augmenté chez nous dans les deux dernières années, poussé à la hausse par le prix du pétrole, la guerre civile libyenne qui a réduit l'offre et le tremblement de terre japonais qui a augmenté la demande, en revanche ils sont restés faibles aux États-Unis.

C'est la première fois depuis des décennies que le prix du gaz diverge si fortement des deux côtés de l'Atlantique. Le gaz à bas prix en Amérique a provoqué une ruée vers l'utilisation du gaz pour la production d'électricité, l'annulation de centrales au charbon et nucléaires, la mise au rancart des terminaux d'importation de gaz, la relance de l'industrie chimique américaine, une baisse du prix des intrants agricoles (les engrais azotés sont faits avec du gaz naturel) et le début de la conversion de certaines flottes de transport urbain au gaz naturel.

D'ailleurs, à une seule exception dans le Wyoming, les forages de gaz de schiste n'ont pas causé de cas vérifiés de contamination des eaux souterraines. Les risques environnementaux du gaz sont réels, mais faibles par rapport à l'impact attesté que l'énergie éolienne a sur les aigles, les chauves-souris, les paysages et la pollution en Mongolie intérieure où sont extraits et raffinés les métaux qui entrent dans les aimants, ou que les biocarburants ont sur la faim et la destruction des forêts tropicales.

Quoi qu'il arrive, la Grande-Bretagne peut obtenir certains de ces avantages de la révolution du gaz de schiste. Nous en avons déjà eu. À Noël dernier, quand toutes les éoliennes étaient impuissantes pendant le grand gel, trois cargaisons de gaz naturel liquéfié en route du Qatar vers les États-Unis ont fait demi-tour et sont venues à l'île de Grain [NdT : il y a un terminal méthanier sur cette île à l'embouchure de la Tamise], cela a maintenu nos chaudières en marche, évité une plus grande hausse des prix et à long terme évité des pertes d'emplois.

Ainsi, si nous étions le seul pays, ou une partie du seul continent, à ne pas exploiter la nouvelle ressource de gaz de schiste dans nos frontières, nous pourrions encore avoir certains des avantages indirects. Mais nous perdriions les revenus et les emplois directs

qui viennent du forage de gaz. Nous perdrons également de la compétitivité par rapport aux pays où l'énergie est moins chère.

Revenons en 1800, la Grande-Bretagne devenait le pays le plus riche du monde avec la plus forte croissance économique et la création rapide d'emplois, la Chine de ses jours. Ce n'était pas parce que nous étions soudainement devenus plus intelligents que tout le monde pour inventer des choses. C'était parce que nous étions tombés sur une énergie illimitée, dense et surtout bon marché sous la forme de charbon, et que nous l'avions exploitée pour mécaniser l'industrie à moindre coût augmentant la productivité du travail de chacun tant qu'il pouvait alors être payé par des salaires élevés.

Cette leçon, l'énergie bon marché est un multiplicateur d'emplois alors que l'énergie coûteuse est un diviseur d'emplois, n'a jamais été oubliée. S'il vous plaît laissez-nous le rappeler avant que le mythe des emplois verts entraîne plus de chômage.

Matt Ridley est l'auteur de The Rational. Optimist

www.rationaloptimist.com

Source : <http://www.cityam.com/forum/america-the-shale-gas-revolution-creating-jobs-and-growth-it-can-here-too>

et

<http://thegwpf.org/uk-news/4559-matt-ridley-chris-huhne-the-anti-energy-secretary.html>

Traduction par le pseudonyme François Marot.